

La guerre entraîne une forte hausse des prix alimentaires

De longue date, nous étions sommés de faire notre le slogan « qui veut la paix prépare la guerre ». Certains commentateurs le font remonter à Jules César et à ses contemporains. A voir ce qui se passe en Ukraine depuis près d'un an, force est de constater que le slogan qui « qui veut la paix prépare la paix » mis en exergue par ce forum international est beaucoup plus approprié. Car le bilan de cette guerre est avant tout perdant-perdant et pas seulement pour l'Ukraine et la Russie. Au-delà des morts, des souffrances et des destructions sur le sol ukrainien, la guerre en Ukraine débouche aussi sur des conditions de vie plus difficiles pour une partie croissante de la population mondiale, tandis qu'elle enrichit les marchands d'armes et les spéculateurs.

Comme journaliste, j'observe l'évolution des politiques agricoles depuis près de 40 ans dans le cadre de la mondialisation capitaliste qui a conduit l'Union Européenne à multiplier les accords de libre-échange. J'observe ces derniers mois que la guerre en Ukraine accroît considérablement les risques de famines et de malnutrition dans le monde. Elle constitue, en même temps, un facteur d'accélération du réchauffement climatique en cours.

Il y a deux ans, je publiais le livre « Choses apprises en 2020 pour agir contre la faim » aux éditions du Croquant. Je l'avais rédigé entre avril et septembre de la même année en observant l'évolution des marchés, perturbés par la pandémie Covid 19. Déjà, les occasions se multipliaient pour spéculer sur certaines denrées agricoles dans les salles de marché. Une récolte plus faible qu'attendue en 2021 avait fait grimper les prix des céréales à partir de la fin de l'été et durant une partie de l'automne. Puis les prix se sont stabilisés avant de repartir à la hausse en mars 2022, suite à l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe. De moins de 270€ en janvier et février, le prix de la tonne de blé français rendue au port de Rouen pour l'exportation est passé à plus de 350€ en mars et à plus de 400€ en mai, avant de redescendre ensuite, une fois connu le volume de la récolte mondiale au cours de l'été. Depuis le mois de juillet, le prix mondial de la tonne de blé oscille autour de 330€. Celui du maïs est à peine plus bas entre 300 et 325€ la tonne contre 250€ de septembre 2021 à février 2022, avant de connaître une poussée autour de 350€ la tonne de mars à mai.

En 2020, 65% des blés exportés dans le monde provenaient de cinq pays : la Russie 19,5%, le Canada et les Etats Unis 14% chacun, la France 9,26%, l'Ukraine 8,97%. Les principaux pays importateurs étaient l'Indonésie, la Turquie, la Chine, l'Egypte, l'Italie, l'Algérie, les Philippines, le Brésil, le Bangladesh et le Libéria pour un total annuel de 65 millions de tonnes. Mais beaucoup de pays pauvres moins peuplés sont des importateurs nets de blé. Ils achètent surtout des blés de Russie et d'Ukraine car leur taux de protéines est plus élevé que celui des blés français, canadiens ou américains. Les retards de livraisons depuis les ports de la mer Noire ces derniers mois ont conduit ces pays importateurs à réduire leurs achats, ce qui se traduit aussi par une baisse de leurs stocks. Ils espèrent à partir du 19 novembre obtenir une prolongation de l'accord intervenu en juillet dernier entre l'Ukraine, la Russie par l'entremise de la Turquie pour être livrés en blé ukrainien et russe dans les prochains mois.

En attendant, les spéculateurs ne savent pas trop s'ils doivent spéculer à la hausse ou à la baisse concernant leurs achats sur le marché à terme. Mais on sait que les semis d'automne ont pris du retard en Ukraine et ce pays aura moins de blé à vendre en 2023. Pour peu qu'une sécheresse

réduise la production mondiale de céréales d'ici la prochaine récolte, la spéculation repartira de plus belle, ce que redoutait David Beasley, directeur du Programme alimentaire mondial dans un entretien au Monde du 13 novembre en ces termes :

« Aujourd'hui c'est une crise des prix qui entraîne un problème de disponibilité pour les populations les plus pauvres. Mais, en 2023, cela pourrait devenir un problème de disponibilité générale. Les nations les plus riches continueront de pouvoir payer, mais cela aggravera l'accès à la nourriture des plus pauvres parmi les pauvres. Cela veut dire qu'il y aura des famines, des nations déstabilisées et des mouvements migratoires en masse».

Ces derniers mois, la forte augmentation des prix alimentaires et des produits énergétiques en France résulte de la spéculation sur les matières premières favorisée par cette guerre. La hausse du prix du pétrole, du gaz et de l'électricité augmente sensiblement les coûts de production dans l'agriculture, qu'il s'agisse du carburant des tracteurs, du gaz pour produire les engrais azoté qu'achètent les paysans, sans oublier le coût du chauffage des poulaillers après la mise en place des poussins, celui des maternités porcines, la note d'électricité pour la machine à traire et le maintien de la chaîne du froid du bac à lait collecté tous les deux jours. Cette hausse des coûts de production impacte aussi l'industrie agroalimentaire. Pour ne prendre qu'un exemple, conserver des mois durant les différentes variétés de pommes produites en Touraine à +1°C coûtera beaucoup plus cher que les années précédentes du fait de la hausse du prix de l'électricité pour les entreprises.

Alors que la COP 27 se termine ce week-end en Egypte, le choix effectué ces derniers mois par les pays membres de l'Union européenne de réduire dans d'importantes proportions les importations de gaz en provenance de Russie a eu pour triple conséquence de relancer l'utilisation du charbon pour produire de l'électricité, d'importer beaucoup de gaz de schiste des Etats Unis et d'alourdir de manière démesurée le prix payé par les ménages les plus modestes en France et en Europe pour se nourrir, se chauffer et se déplacer quand il doivent utiliser leur voiture.

Ces questions là ne sont pratiquement pas abordées par les « chefs de guerre » autoproclamés qui jouent les stratèges du matin au soir dans les studios climatisés des chaînes d'information en continu et de quelques autres. Sans faire preuve de la moindre complaisance vis-à-vis du comportement cynique de Vladimir Poutine, on peut penser qu'il vaudrait mieux, dans les pays occidentaux, lui mettre la pression sur le plan diplomatique plutôt que de participer indirectement à la destruction de l'économie ukrainienne en livrant toujours plus d'armes à Volodymyr Zelinsky pour multiplier les champs de bataille dans son propre pays.

Au-delà de l'Ukraine; des centaines de millions de ménages vont durablement subir une chute importante de leur pouvoir d'achat du fait de la prolongation de cette guerre, y compris dans un pays développé comme la France. Voilà aussi pourquoi le slogan « qui veut la paix prépare la paix » est plus pertinent que jamais.